



Paris le 19 octobre 2021

Monsieur le Président,

La crise actuelle est une formidable et terrible leçon. Toutefois, elle a démontré que les services du Ministère étaient indispensables :

comment aurait-on pu financer, soutenir, réguler, protéger l'économie et le pays tout entier ?

Bercy a toujours et immédiatement répondu présent. Rappelons qu'au quotidien les missions sont incarnées et portées par les agents et agentes. Ils et elles n'ont pas failli, malgré les difficultés rencontrées. Pourtant ils et elles n'ont rien reçu, bien au contraire, la mécanique infernale des restructurations et autres suppressions d'emplois ne s'est pas mise sur pause.

Loin du terrain et de sa douloureuse réalité, la ministre de la Fonction et de la transformation publiques et la DGAFP démultiplient les chantiers d'ampleur (formation, PSC, télétravail, dialogue social, code de la Fonction publique...), les réunions de pseudo-concertation, souvent convoquées à la dernière minute, mettent sous tension les représentants et représentantes du personnel.

Du côté de la Douane, le dépeçage (rappelons-nous qui était à sa tête) se poursuit après le transfert des missions concernant les recettes fiscales ; on en est au 2^e stade du plan social qui concerne le transfert des agents.

Encore plus, d'autres destructions méthodiques sont en cours : celle de l'action sociale, par exemple, avec la vente des résidences EPAF ou la remise en cause du réseau des délégations.

Pourtant qu'il s'agisse de restauration, de prêts, d'aides, de logements sociaux, de loisirs ou de culture, l'Action sociale est profondément ancrée et présente au quotidien. Elle répond à de véritables besoins. Or, dans le contexte actuel de rigueur budgétaire, l'Action sociale est clairement menacée.

Sur son Budget : avec la diminution constante des subventions aux associations, aux prestations de logement, à la restauration, aux vacances.

Sur les associations : Avec notamment l'annonce de la cession de la quasi totalité du parc EPAF (14 résidences sur 23) qui pèse sur le devenir des prestations de vacances loisirs pour les agentes et les agents mais aussi et surtout sur celui du personnel de ces résidences, à savoir 80 personnes.

Sur l'organisation territoriale : La volonté des pouvoirs publics de régionaliser l'Action sociale remettra en cause le réseau départemental de proximité, réseau le plus efficace et le plus adapté aux besoins des personnels.

La régionalisation semble être plus un moyen de supprimer des emplois qu'une manière de répondre aux attentes des agents et agentes.

Si nous pouvons partager quelques constats sur les difficultés que rencontre l'Action Sociale en termes de lisibilité, nous ne pensons pas que les choix du SG vont permettre d'améliorer la situation.

Pour Solidaires Finances, l'Action Sociale, doit être tout une gestion au plus près de l'humain.

Que réclament les agentes et agents en matière d'Action Sociale ?

Des réponses à leurs questions, des prestations de qualité, correspondant à leurs besoins, facilement accessibles dans les domaines du logement, des aides financières en cas de difficultés, de la restauration, des aides et prestations pour la petite enfance, des vacances et des loisirs.

De très nombreux agentes et agents en activité ou en retraite bénéficient ou ont bénéficié au moins d'une prestation d'action sociale, peut-être même sans le savoir (prestations ALPAF, AGRAF, EPAF, restauration,...).

L'administration doit s'interroger sur la communication qu'elle met en place.

À maintes reprises, nous avons déploré l'affichage sur Alizé. Et que dire de certains intranets locaux et directionnels .

Depuis des années, le Secrétariat Général n'a de cesse de vouloir démanteler l'action sociale des ministères économiques et financiers, de détricoter ce qui a été conquis au fil des ans, en particulier depuis 1989. C'est ainsi que s'est construit le réseau DÉPARTEMENTAL, avec à sa tête un ou une déléguée et une ou plusieurs assistantes.

C'est l'essence même de ce que les Fédérations et les personnels souhaitaient et que nous avons construit, ensemble. Un vrai réseau de proximité réactif que nombre de ministères nous envient aujourd'hui, faute d'avoir fait les mêmes choix en leur temps.

En quoi la création d'un niveau régional pourra dynamiser la proximité de l'action sociale départementale ?

Pourquoi ne pas plutôt former et renforcer les capacités d'interventions du niveau départemental ?

Pour Solidaires Finances, les déléguées et délégués ont plus besoin d'un soutien technique, de moyens que d'un niveau supplémentaire de management.

L'administration engage une nouvelle étape de la casse de l'Action Sociale. En juillet EPAF, en septembre le réseau, et demain... ?

Solidaires Finances est prête à discuter de véritables solutions à mettre en œuvre pour améliorer l'action sociale et mieux la faire connaître mais ce dans le respect de l'article 9 de la loi du 13 juillet 1983 qui prévoit "que les fonctionnaires participent par l'intermédiaire de leurs délégués à la définition et à la gestion de l'action sociale". Article bafoué de façon continue depuis déjà trop longtemps.

Pour en revenir au CDAS de ce jour l'examen du CRA et de l'activité du service social pour 2020 dans une période pour le moins atypique avec des confinements successifs et des annulations en série d'actions ne nous permet pas d'avoir une analyse fine et comparative de la situation.

Nous reviendrons tout au long de la réunion sur certains points.

Solidaires Finances souligne l'investissement et la réactivité de la Délégation et du service social lors de cette période difficile dans un environnement de travail fortement dégradé .

Solidaires Finances déplore l'absence d'au moins d'un représentant ou d'une représentante d'AGRAF à cette instance, malgré notre demande au CDAS de juin, demande réitérée lors du dernier GT . Pourtant de nombreux problèmes se posent et perdurent.

Si nous nous félicitons que la restauration ait été maintenue au moins partiellement pendant les périodes de confinement, nous nous interrogeons sur le fonctionnement actuel d'AGRAF et nous avons de nombreuses questions et observations :

- * maintien de personnels en chômage partiel
- * conditions dégradées de travail (avec la multiplication de nouvelles tâches et moins de personnel)
- * difficultés de recrutement
- * tarification au plat qui surenchérit les coûts d'un repas normal et qui est loin de faire l'unanimité chez les rationnaires
- * travaux et fermetures de divers restaurants
- * positionnement d'AGRAF face aux restructurations (disparitions de sites et implantation sur d'autres sites)

Nous réaffirmons notre attachement à un réseau de proximité qui a fait ses preuves et qui mérite un renforcement local plutôt qu'un échelon régional.

L'Action Sociale est un bien collectif ! L'intention de l'administration de la démanteler sera de son entière et unique responsabilité.